



Russie : Etat utilisateur, producteur et stockeur de Mines antipersonnel et de BASM

Bombes à Sous-Munitions

PRODUCTION, TRANSFERT, STOCKAGE, UTILISATION¹

Pays pollué par les bombes à sous-munitions : oui. La Tchétchénie est massivement polluée suite aux interventions russes de 1994-1996 et de 1999.

Production: La Russie fait partie des 28 Etats produisant des sous-munitions en 2008. Au moins trois entreprises russes ont été identifiées comme produisant et/ou faisant la promotion des sous-munitions ou des bombes à sous-munitions.

Stockage : La Russie n'a fait aucune déclaration publique sur ces stocks de sous-munitions. Cependant, elle détiendrait un stock de sous-munitions comparable à celui des Etats-Unis ou de la Chine, soit entre 700 à 800 millions de sous-munitions.

Transfert : La Russie, et historiquement l'URSS, est un producteur et un exportateur majeur de sous-munitions. Des sous-munitions d'origine soviétique ont été retrouvées dans les stocks de 24 pays : Algérie, Angola, Bulgarie, Corée-du-Nord, Croatie, Cuba, Egypte, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Kazakhstan, Koweït, Libye, Moldavie, Mongolie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Serbie (y compris ex-Yougoslavie), Slovaquie, Soudan, Syrie, Yémen

¹ Sources:

- *Briefing Paper Prepared for the ICRC Experts Meeting on Cluster Munitions*, Montreux, Switzerland, April 2007
- "Survey of Cluster Munitions Policy and Practice" Human rights watch, Feb.2007, p.47
- Up date from the UN convention on conventional weapons (CCW), CMC, www.stopclusterbombs.org, July 2008

Utilisation: L'Union soviétique a utilisé des sous-munitions pendant la guerre en Afghanistan (1979-1989). Les troupes russes ont également massivement utilisé des sous-munitions en Tchétchénie (1994-1996 et 1999). Selon Human Rights Watch, la Russie a également utilisé des sous-munitions en Géorgie en août 2008 (la Russie a démenti cette information).

POSITIONNEMENT

Convention sur les Armes Classiques (CCW) : La Russie est partie à la CCW.

Protocole V sur les restes explosifs de guerre : La Russie a ratifié le protocole V en mai 2008. Il rentrera en vigueur en novembre 2008.

Processus d'Oslo :

La Russie a déclaré en novembre 2007 qu'elle ne soutiendrait pas un instrument juridique qui réduirait sa capacité de défense. Elle refuse donc catégoriquement de prendre part au processus d'Oslo, préférant présenter la CCW (« Convention de 1980 des Nations unies sur certaines armes classiques »), comme la seule enceinte légitime pour discuter de la question des bombes à sous-munitions.

Par ailleurs, alors que d'autres Etats pour l'instant hors du processus d'Oslo, acceptent de considérer l'éventualité d'une interdiction de certaines sous-munitions, la Russie, comme l'Inde ou le Pakistan, s'oppose à toute forme d'interdiction et à toute tentative de différenciation des sous-munitions, notamment sur des critères techniques. Ainsi, à l'occasion de la réunion d'experts gouvernementaux de la CCW en juillet 2008, la Russie, bien que reconnaissant l'existence du texte du Traité adopté à Dublin, est restée sur sa position initiale selon laquelle les sous-munitions sont des armes légales au regard du droit international si elles sont utilisées convenablement.

Mines²

PRODUCTION, TRANSFERT, STOCKAGE, UTILISATION

Pays pollué par les mines et les restes explosifs de guerre : La fédération de Russie est lourdement contaminée par les mines et les munitions non explosées, notamment à cause des combats de la 2^e guerre mondiale.

² Sources : *Landmine Monitor report 2007*, ICBL, novembre 2007

En 2006, 62 accidents par mines ont été recensés dans le pays. Mais le nombre de victimes est probablement beaucoup plus élevé, le recensement des accidents n'étant pas systématique.

Production : La Russie a produit au moins 10 types de mines depuis 1992 dont des mines à effet de souffles et des mines à fragmentation. En 1997, la Russie a annoncé la cessation de la production des mines à effet de souffle. A partir de cette date, le pays s'est lancé dans de vastes programmes de recherches visant à créer de nouveaux modèles de mines plus fiables et de développer des solutions alternatives.

Stockage : Récemment, la Russie a indiqué qu'elle disposait d'environ 26,5 millions de mines antipersonnel dans ses arsenaux (c'est le deuxième stock mondial après la Chine, loin devant les Etats-Unis qui possèdent environ 10,4 millions de mines antipersonnel).

Transfert : Depuis 1994, la Russie respecte un moratoire sur le transfert des mines antipersonnel indétectables ou qui ne sont pas équipées d'un mécanisme d'auto-destruction. Depuis cette date, la Russie n'a réalisé aucun transfert officiel de mines antipersonnel vers un autre Etat. La Russie a déclaré en aout 2006 lors de la Conférence sur le désarmement qu'elle souhaitait « travailler à l'établissement d'un accord international pour l'interdiction du transfert des mines antipersonnel les plus dangereuses ».

Utilisation : Depuis 1999, la Russie a régulièrement utilisé des mines antipersonnel, essentiellement en Tchétchénie et ponctuellement au Dagestan, au Tajikistan et à la frontière avec la Géorgie.

En 2006, l'armée russe a utilisé des mines antipersonnel en Tchétchénie. La Russie est ainsi l'un des seuls pays (avec la Birmanie) à poursuivre l'utilisation officielle de ces armes. L'utilisation de mines antipersonnel lors du conflit de l'été 2008 l'opposant à la Géorgie n'a pas été confirmée.

Selon les médias russes, les forces rebelles auraient également utilisé des mines antipersonnel notamment en Tchétchénie, au Dagestan, en Ingouchie et en Ossetie du Nord.

POSITIONNEMENT

Traité d'Ottawa : La Russie n'est pas partie au Traité d'Ottawa. Elle évoque l'utilité militaire des mines antipersonnel et les coûts liés à la destruction et au remplacement des stocks pour expliquer son refus d'adhérer au Traité. Le chef du génie militaire Russe, le Colonel-General Nickolay Serdtsev expliquait ainsi à l'occasion d'une conférence de presse organisée en janvier 2007 : « Les forces armées russes ne peuvent pas se permettre d'abandonner les mines car celles-ci

demeurent pour longtemps encore l'une des armes défensives la moins chère et la plus efficace. »

Handicap International en Russie

Handicap International est présent au sein de la Fédération de Russie depuis 2000.

Aujourd'hui, Handicap International soutient les structures d'accompagnement social et professionnel pour personnes handicapées et favorise les échanges et la diffusion d'informations entre les acteurs du handicap de la Fédération de Russie et d'Europe. En 2008, l'association a lancé un nouveau projet en faveur des familles ayant un jeune enfant handicapé. L'objectif de celui-ci est d'aider les familles à détecter le handicap, puis à accompagner le développement de l'enfant dans un pays où elles sont mal considérées.

Par ailleurs, dix années de conflit en Tchétchénie ont des conséquences désastreuses. Handicap International fournit donc une aide directe aux personnes handicapées de Tchétchénie, à travers un programme de distribution de matériel et d'appareillage pour les personnes amputées, et un suivi individuel pour des familles particulièrement vulnérables. Le soutien aux structures médicales, paramédicales et associatives fournissant des services aux personnes handicapées est le deuxième volet de l'action de Handicap International en Tchétchénie. Un troisième axe porte sur le soutien à la formation continue des professionnels médicaux et paramédicaux.

Plus d'infos :

www.sous-munitions.fr

www.handicap-international.org